

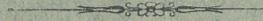
L'Individualisme

dans

l'Anarchisme

par

S. MERLINO



Edition de la Société nouvelle

1893

C 5215
IN 4382
VENTU
CAPS 2
8

L'Individualisme

FONDO ALDO VENTURINI

dans

l'Anarchisme

par

S. MERLINO



Edition de la Société nouvelle

1893

L'Individualisme dans l'Anarchisme

I

Le parti socialiste, après avoir oscillé longtemps entre des tendances opposées, s'est définitivement divisé en deux camps.

D'un côté sont les *constitutionnels* (comme on dit en Angleterre, *parlementaires* sur le continent), les hommes du bulletin de vote, du progrès lent et graduel, des petites mesures et des éternels palliatifs; des gens qui espèrent « moraliser » le capitalisme et convertir le gouvernement, jusqu'à présent instrument d'oppression et d'appauvrissement des masses, en instrument pour leur émancipation.

Le but final de ce parti (qui comprend social-démocrates, radicaux-socialistes et partisans de l'État socialiste à la Bismarck) est un gouvernement possédant toute la richesse et organisant toute la production et les échanges d'un pays, voire de l'univers.

Du côté opposé sont les *révolutionnaires* (socialistes et anarchistes), ennemis des gouvernements, ennemis surtout des équivoques et des compromis, et qui, étant persuadés que les institutions politiques et économiques actuelles sont foncièrement vicieuses, se sont mis à l'œuvre pour les démolir dans l'esprit des masses d'abord et ensuite dans la réalité, afin de fonder sur leurs ruines une société d'hommes libres, travaillant en coopération sans patrons ni maîtres.

La fraction la plus avancée du parti révolutionnaire, les anarchistes, tout en ayant en commun avec la démocratie socialiste le but de l'abolition de la propriété individuelle et du salariat, s'en séparent sur les points suivants :

1° Les anarchistes sont opposés à la possession par l'Etat des moyens de production et à l'organisation de la production et des échanges par les lois et décrets d'un gouvernement, central ou local;

2° Ils ne croient pas à la formule « le gouvernement du peuple par le peuple », — qui est un trompe-l'œil; car tout gouvernement étant nécessairement géré, *au nom* du peuple, par une petite minorité, la participation éventuelle de la masse au gouvernement est bornée au vote ou choix entre les hommes et les partis qui s'alternent au pouvoir;

3° Gouvernement et capitalisme (domination et monopole) sont, à leur avis, inséparables; ils se reproduisent l'un l'autre si on ne les détruit pas du même coup;

4° Enfin les anarchistes, et les antiparlementaires en général, pensent qu'il est aussi absurde pour les prolétaires d'espérer de « capturer » le gouvernement par leurs bulletins de vote que de devenir tous capitalistes grâce à l'épargne.

Cela est d'autant plus vrai aux Etats-Unis, qu'en ce pays la corruption politique a atteint son apogée et le parlement y est l'humble serviteur du pouvoir exécutif et de pouvoirs non officiels, plus puissants encore que l'exécutif.

Un changement radical des conditions sociales ne peut-être dû qu'à une révolusion des sentiments de la masse. « Lorsque le peuple aura été entièrement dégoûté de la politique, — a dit un membre du gouvernement des Etats-Unis, — il s'insurgera. » C'est précisément notre avis.

Nous croyons à l'imminence d'une révolution. Dans tous les pays du monde la lutte est engagée entre les travailleurs et la bourgeoisie. Ceux qui veulent sortir de l'état actuel n'ont qu'à s'entendre et à se jeter résolument dans la mêlée.

II

Je sais qu'il y a des anarchistes pacifiques, notamment les *individualistes* des Etats-Unis. Je respecte leur opinion, mais je ne la partage pas. Toute violence est regrettable, j'en conviens et je suis loin de conseiller la violence pour la violence. Mais n'oublions pas que pour des hommes privés de tout droit et dont les libertés et la vie même sont continuellement foulées aux pieds par des ennemis implacables, la violence est une douloureuse nécessité. Si la violence est mauvaise, que nos patrons et oppresseurs cessent de l'employer contre nous. Qu'ils congédient leurs soldats, qu'ils renvoient leurs Pinkertons, qu'ils démolissent leurs forteresses et démontent leurs batteries Gattling; et qu'ils s'entendent avec nous pour édifier une société où tous les hommes puissent vivre et prospérer... Mais ils n'en font rien; ils persistent à s'entourer de baïonnettes et de canons, ils envoient à l'échafaud les champions de notre cause; ils font massacrer ceux d'entre nous qui osent demander du travail ou résister à la réduction progressive

de leurs maigres salaires. Cependant, c'est à nous qu'on demande de renoncer à l'emploi de la force, à nous les opprimés, à nous les victimes!

Mais, bien qu'assez grave pour empêcher toute communauté d'action entre nous, cette question de la légitimité de la violence n'est pas la seule qui nous sépare des anarchistes individualistes. Il y a de plus graves dissensions sur les principes.

Les individualistes se disent, comme nous, anarchistes et socialistes. Ils partirent en effet de Proudhon pour arriver... à H. Spencer. Ils débutèrent en adversaires déclarés de la loi, du gouvernement et du salariat; mais peu à peu ils ont abandonné l'une position après l'autre et maintenant ils se bornent à vouloir replâter toutes ces institutions et à les décorer du mot « volontaire » inscrit sur leurs frontispices. Ils préconisent un gouvernement volontaire, des lois volontaires, une police volontaire, l'impôt volontaire, etc.

Il s'agit, bien entendu, d'une « volontariété » fort relative. Les individualistes basent leur système sur la « libre concurrence » et ne se doutent pas que la concurrence, épousant les inégalités ineffaçables des situations, des besoins et des capacités, aboutit au monopole et par cela même cesse d'être libre. L'égalité initiale des conditions (*equal opportunities*), en supposant qu'elle fût jamais établie dans la société (ce qui semble difficile sans une révolution sociale), ne durerait pas longtemps. Les situations avantageuses, soit pour l'agriculture, soit pour l'industrie et le commerce, seraient vite occupées; et puisque chaque individu ou groupe aurait la « libre disposition » des produits de son activité, bientôt, non seulement la rente mais aussi le profit et l'intérêt montreraient leur bout d'oreille dans les échanges, et, une fois nés, il serait impossible de les contenir, mais ils grandiraient vite au-dessus du « minimum » (rente économique) avoué par M. Tucker.

Un groupe aurait fabriqué des maisons : qui lui défendrait d'exiger un prix usuraire, sinon un loyer, de ceux qui voudraient les habiter? On pourrait en construire d'autres; mais il faudrait avoir le consentement des possesseurs du sol de l'endroit ou aller loin, bien loin peut-être... Un autre groupe aurait construit des machines; qui lui défendrait de les louer pour un intérêt? Tout le monde n'a pas les aptitudes spéciales nécessaires pour la construction des machines; et il peut convenir au cultivateur de donner une partie de la récolte pour l'usage de telle machine agricole plutôt que de s'en tenir à la charrue primitive... Que dire des mines? On ne découvre pas des mines houillères tous les jours; conséquemment on ne peut pas empêcher les groupes houillers d'un pays de se coaliser pour surélever le prix du charbon. De même pour les industries qui demandent une grande

installation : chemins de fer, docks, etc. Si les sociétés de chemins de fer surélèvent leurs tarifs, eh bien ! on construira (dit-on) de nouvelles lignes. Mais il faudra d'abord obtenir le consentement des possesseurs du sol *de certaines localités* (il ne suffit pas qu'il y ait du sol inoccupé quelque part dans le centre d'Afrique) ; et il faut des années de travail *pendant lesquelles on devra subir le monopole des sociétés existantes* ; et enfin on aura abouti au piteux résultat d'avoir deux chemins de fer là où un seul suffirait. Sans dire que la nouvelle société pourrait bien trouver son intérêt à se coaliser avec les anciennes... ce qui obligerait le public à trouver encore du sol disponible, à se mettre de nouveau au travail et construire encore une ligne...

Le système ne pourrait fonctionner qu'au cas où il y aurait à *jamais libre accès de tous à toutes les portions du sol* et que tous les individus eussent la capacité de tout faire. Il faudrait du moins pouvoir offrir aux nouveaux venus (je ne veux pas dire seulement au surcroît de population, mais à tous ceux qui pourraient avoir besoin du sol ou de la matière première pour de nouvelles industries ou entreprises) quelque chose de plus que des rochers inaccessibles ou l'alternative de coloniser une île déserte ! Il faudrait égaliser les conditions de la production et même les capacités pour empêcher, en régime de concurrence, la reproduction des rentes, profits, extra-profits, bref de toutes les usures et extorsions que nous flétrissons dans le système capitaliste, et finalement du salariat ; car qui croira que, une fois les groupes mieux situés ou mieux armés pour la concurrence eussent réussi à accumuler de la richesse, leurs membres ne songeraient pas à se donner du loisir et à inviter leurs pauvres voisins à venir prendre leur place au travail à des conditions que les autres trouveraient peut-être avantageuses et que, en tous cas, ils seraient forcés d'accepter ?

Il fut un temps où, pour obvier à cet inconvénient, les anarchistes individualistes, imitant Proudhon, s'évertuaient à inventer des plans pour assurer à tout individu l'usage gratuit des instruments de travail. A l'heure actuelle, on a perdu confiance dans la vertu médicale de la Banque de crédit mutuel et dans pareils remèdes empiriques. Le crédit ne crée pas la richesse, mais il la suit. La Banque du Peuple ne pourrait pas prendre le sol, la mine, la machine, le chemin de fer, etc., à ceux qui les posséderaient et les donner gratis à ceux qui en manqueraient. Elle ne pourrait que permettre aux possesseurs de ces différents moyens de production de se les échanger *entre eux* plus ou moins gratuitement. (Je dis « plus ou moins », car il faudrait payer les frais d'administration de la Banque, évaluations, expertises, opérations d'échange, etc. Et encore la différence de demande et offre des différentes richesses donnerait nécessairement lieu à *l'intérêt*.) Mais ceux qui ne posséderaient rien ne seraient pas membres de la Banque,

et ne pouvant rien donner actuellement en échange des moyens de production dont ils auraient besoin, seraient bien forcés de payer un intérêt ou rente à prélever sur le produit de leur travail. Nous voici donc encore une fois en régime d'usure. Il n'y aurait que le monopole de la Banque en plus. Monopole formidable, car tous les échanges (supposant que la Banque réussît à englober la richesse totale d'un pays) se feraient par l'intermédiaire de la Banque, et tout le travail serait organisé, directement ou indirectement, par elle et sous sa haute direction. Encore il n'y aurait que la Banque qui pourrait mettre en circulation de la monnaie ou des billets tenant lieu de monnaie ; car la monnaie fiduciaire n'est acceptée que lorsqu'elle est garantie par de la richesse déjà accumulée, non pas par des produits futurs. M. Tucker a avoué que si on abolissait aujourd'hui les privilèges des Banques, il n'y aurait que les billets de Rothschild qui auraient cours.

Enfin, en pratique, l'anarchie individualiste serait le règne des compagnies (ou groupements) cher à M. de Molinari : compagnies des mines, compagnies des chemins de fer, compagnies foncières, compagnies des logements, etc., etc., tantôt se faisant la concurrence, tantôt se coalisant et régnaient en maîtres absolus sur la foule des prolétaires.

Il est vrai qu'il manquerait à ces compagnies la protection du gouvernement. Mais le gouvernement (l'histoire est là pour le démontrer) est la résultante nécessaire des inégalités de conditions. Supposant qu'on réussirait à le supprimer (sans révolution violente, ainsi que le prétendent les anarchistes individualistes), il renaîtrait bientôt de ses cendres. Ne faudrait-il pas obliger les individus ou groupements qui se trouveraient dans une situation désavantageuse à respecter la possession et les acquisitions des membres les plus fortunés de la société et à remplir les obligations auxquelles ils auraient été forcés, bon gré mal gré, de se soumettre ?

M. Tucker propose des associations défensives, formées volontairement par les intéressés et maintenues par leurs contributions. Cela ne ferait que rendre le gouvernement (le pouvoir) plus arbitraire qu'il ne l'est aujourd'hui ; car il serait alors l'émanation directe et exclusive, la « créature » de la classe aisée (la *chose* de ceux qui ont quelque chose, comme on a traduit le mot latin *respublica*) et obéirait à ses ordres. Les associations défensives seraient « volontaires » et « défensives » pour ceux qui les constitueraient ; mais elles seraient « coercitives » et « agressives » pour ceux qui auraient à les subir. Leurs frais d'entretien seraient facilement endossés, par la voie des échanges, aux pauvres. Ceux-ci, lorsqu'ils ne se verraient pas obligés à se vendre aux riches comme gendarmes, demeureraient sans défense, car ils ne pourraient pas se payer des associations à eux... Ou bien, supposant qu'il y eût des associations de part et d'autre, il y aurait conflits de juri-

diction et luttes armées, avec le résultat usuel, la victoire des plus forts et finalement la fondation d'un gouvernement régulier.

L'erreur fondamentale de l'école individualiste est d'attendre la justice, la liberté, l'harmonie sociale de la lutte, comme la lumière est censée sortie du sein des ténèbres. La société est envisagée comme une simple agglomération d'individus libres et indépendants; on oublie que les hommes vivent une vie essentiellement sociale, que leurs actions sont liées ensemble de mille manières, qu'une bonne organisation sociale — une organisation sociale fondée sur le principe de solidarité — est la condition primordiale du développement de leurs facultés et de leur fonctionnement harmonique.

L'anarchie individualiste, a dit W. Morris, est la négation de la société. J'ajouterais qu'elle est la négation de l'individu même.

III

Il me semble que j'ai pu être d'autant plus impartial dans mon appréciation de la doctrine de M. Tucker, que je suis disposé à admettre, contre mes convictions antécédentes, qu'une grande partie de ce qui est classé aujourd'hui sous la dénomination de communisme anarchiste est empruntée, malheureusement, à la théorie individualiste.

Cette affirmation paraîtra téméraire : je vais la justifier.

Il est à peine nécessaire de dire que je n'ai aucunement l'intention de désavouer le communisme anarchiste (quoique, voulant me tenir à l'écart des formules, je préfère pour moi l'appellation plus générale de « socialiste anarchiste ») : je désire seulement appeler l'attention de mes amis sur quelques erreurs qui se sont infiltrées dans notre programme, ou, plus exactement, je vais critiquer *une des tendances* qui se sont manifestées dans le milieu anarchiste.

On entend tous les jours des soi-disant communistes-anarchistes parler de la « souveraineté de l'individu », tout comme les individualistes, et demander, à l'instar de ceux-ci, que chaque individu ait « libre accès » aux sources de la production, comme si chaque individu vivait dans un monde à lui. « Fais ce que veux », est la devise qu'on a adoptée; et il y est sous-entendu que, lorsque chacun agira à son gré, la société sera organisée à la perfection. Organisée, c'est trop dire. On affirme qu'il ne faudra pas d'organisation. Les individus s'entendront, coopéreront, se distribueront les tâches, échangeront au besoin leurs produits sans un accord préalable, sans un plan préconcerté, au hasard des circonstances et de par l'impulsion secrète de la « nature ». La tendance est même à réduire la division du travail et les échanges à un minimum, à demander que chaque région ou

chaque commune produise toute sorte de choses, pour rendre les rapports entre les individus et les communes et les régions aussi simples et primitifs que possibles.

Le communisme anarchiste consiste dans la liberté de travail et de consommation, dans l'absence de toute mesure ou détermination de l'un et de l'autre, dans la confusion des efforts et des besoins, non seulement entre individus appartenant à une communauté peu nombreuse, mais entre communautés, et peut-être entre tous les habitants de l'univers. « De chacun selon ses forces ; à chacun selon ses besoins », c'est la vieille formule communiste, qui, dûment épurée par les anarchistes du sous-entendu autoritaire, que l'Etat estimerait les forces et les besoins de chaque individu et organiserait l'économie sur la base de cette estimation, signifie que chaque individu évaluera au juste ses propres besoins et capacités, ou, ce qui revient au même, que point n'est nécessaire de rien estimer.

Si je ne me trompe pas, c'est bien là l'idée dominante chez Kropotkine et dans *la Révolte*.

« Un tel veut parcourir (en chemin de fer) mille lieues, et tel autre cinq cents seulement. Ce sont là (dit Kropotkine) des besoins personnels ; et il n'y a aucune raison de faire payer l'un deux fois plus que l'autre, parce qu'il est deux fois plus intense. » (*La Conquête du pain*, p. 36.) En effet, il n'y a aucune raison, si ce n'est que pour faire marcher un train mille lieues il faut plus de charbon, de travail, etc., que pour cinq cents. Y a-t-il quelque raison pour imposer aux mineurs, aux machinistes, etc., double travail ?

« Droit à l'aisance pour tous ceux qui prendront une certaine part à la production » (p. 229). Kropotkine dit au même endroit qu'il faut « placer les besoins au-dessus des œuvres ». Ce serait admirable si, avant de consommer, il ne fallait pas avoir produit. « Si la société bourgeoise dépérit — dit-il un peu plus loin — c'est faute (?) d'avoir trop compté » (p. 231). Aussi ne comptons pas, prenons au tas autant que possible et rationnons le reste. A la p. 102, toujours du même ouvrage, Kropotkine parle de la « gratuité du logement », expression qui a l'inconvénient de dissimuler le fait capital, qu'il faut bien les bâtir et les meubler, et les réparer ces maisons que nous allons habiter. Quelques pages plus loin (p. 113) il parle « d'ouvrir les portes de tous les magasins d'habits à tout le monde afin que chacun puisse y prendre ce dont il a besoin ».

La formule de distribution, proposée par Kropotkine, est : prise au tas pour les choses dont il y a abondance, rationnement pour celles qui existent dans une quantité inférieure aux besoins actuels. Malheureusement, il ne nous dit pas quelles choses pourraient être produites abondamment,

quelles autres devraient être rationnées. Au chapitre « les Voies et Moyens » il calcule, sur la base du rendement actuel de quelques fermes de l'Ouest américain et de 751 manufactures de coton aux Etats-Unis (1), qu'il faudrait soixante demi-journées de cinq heures de travail par homme pour se procurer les produits de la terre; quarante pour l'habitation et cinquante pour le vêtement. C'est déjà quelque chose, mais il y a un grand nombre d'autres besoins à satisfaire. Il faut meubler nos maisons, il faut élever nos enfants, soigner nos malades, transporter nos correspondances, paver les rues de nos villes, fabriquer et entretenir des édifices publics, etc., etc. Kropotkine ne s'occupe que de la consommation individuelle.

Au surplus, avant d'en arriver à la culture intensive et au système de production perfectionné que Kropotkine nous décrit admirablement, il faudra transformer l'outillage entier de la production, ce qui demande du temps et beaucoup de travail extraordinaire, et l'éducation des masses. Il y a peu de temps on soutenait, entre anarchistes, qu'il existe à l'heure actuelle une accumulation énorme de produits plus que suffisante, en cas de révolution, aux besoins momentanés du peuple révolté. On calculait (voir les brochures *Les Produits de la terre* et *Les Produits de l'industrie*, publiées par *la Révolte*) que tous les ans on produit deux fois la quantité de produits alimentaires et quatre fois la quantité de produits manufacturés nécessaires à satisfaire les besoins rationnels de tous les hommes, riches et pauvres. La conséquence était qu'au moment de la révolution il n'y avait qu'à étendre la main. Kropotkine n'est pas trop explicite au sujet de l'alimentation; mais, à propos des logements, il pense que, du moins dans toutes les villes considérables, « il y a un si grand nombre d'appartements inoccupés, qu'ils suffiraient presque à loger la plupart des taudis » (p. 110); à la p. 20 il paraît croire que le temps viendra bientôt où l'on sera forcé de s'écrier : « Assez! assez de charbon! assez de pain! assez de vêtements! Reposons-nous, etc. » Somme toute, la tendance générale chez Kropotkine est précisément à mettre les besoins *au-dessus* du travail, à rendre la jouissance, du moins pour l'individu, indépendante de la production. Tout le système se base sur l'hypothèse qu'on peut produire au delà des besoins. Le rationnement est un pis-aller, une alternative regrettable : il doit rester à l'état d'exception et ne s'appliquer qu'aux objets d'une importance tout à fait secondaire. La règle doit être la prise au tas, qui présuppose l'abondance absolue, l'excès de la production sur la consommation (le « surplus » des économistes).

(1) Il me paraît que Kropotkine ne tient compte que du travail fait dans la ferme et dans la fabrique, mais il oublie le travail antécédent et successif : construction des machines et des édifices, transport, éclairage, etc.

Or, dans un certain sens, toutes choses existent dans une quantité limitée, voire même l'eau et l'air. Il peut y avoir abondance d'aliments en général ; mais il y aura toujours limitation de chaque variété. Dans ce cas-là, qui d'ailleurs est le cas ordinaire, faut-il prendre au tas ou rationner ? Au surplus, dans une bonne économie on ne produira rien de superflu ; car les besoins humains sont susceptibles d'expansion à l'infini. Les uns étant satisfaits, il y aura toujours à appliquer le travail à la satisfaction d'autres besoins : de sorte que, en définitive, la production sera toujours limitée par la consommation et la consommation par la production. La règle, donc, de la prise au tas, est inapplicable. Reste le rationnement ou division égale par tête. Mais cela veut dire que tous les individus devraient consommer exactement une partie égale des différents articles d'aliments, de vêtements, etc., malgré la diversité des goûts, des situations, des besoins, etc. Serait-il permis aux individus de changer leurs rations ? Evidemment on ne pourrait pas le leur défendre. Voici donc rétablis les échanges entre les membres de la communauté ; et ces échanges devenant réguliers, une mesure d'équivalence s'établirait nécessairement. On recommencerait « à compter ».

Dans le fait, Kropotkine s'éloigne souvent de sa formule pour en revenir à la règle générale du communisme : « A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses forces. » Le principe est certainement excellent et les avantages en sont évidents. Quand chacun travaillera dans la mesure de ses forces, le travail sera productif au plus haut degré, et la consommation même de chaque individu sera avantageuse à la société. Les difficultés surgissent dans l'application. Comment obtenir que réellement chaque individu travaille dans la mesure (approximativement) de ses forces et consomme dans la mesure de ses besoins ? Qui estimera les besoins et les capacités de l'individu ? L'individu lui-même ou la société ?

Kropotkine tourne la difficulté en parlant indifféremment tantôt des individus, des citoyens, tantôt du peuple, de la société, de la commune, de la ville. Selon lui, c'est le « peuple » qui expropriera les capitalistes, le « peuple » qui procédera à l'inventaire des denrées existantes, le « peuple » (de la ville) qui s'entendra avec les paysans et leur promettra ou apportera des machines agraires, le « peuple » qui *garantira* aux ouvriers des fabriques l'existence pendant qu'ils construisent des machines pour les paysans (p. 72). « Que le peuple ait seulement les coudées franches et en huit jours le service des denrées se fera avec une régularité admirable » (p. 77). « La société distinguera probablement entre le superflu et le nécessaire » (p. 114). « Elle (la commune) remettra aux citoyens le soin d'approvisionner leurs magasins de denrées et de répartir les produits » (p. 61). « Encore, c'est

les individus qui devront dresser les statistiques » (p. 104) : à quoi on peut objecter que les statistiques doivent être compilées d'après un plan général convenu d'avance. Bref, le peuple c'est tout le monde ou c'est quelques individus agissant « au nom du peuple ».

Le « peuple », dit Kropotkine, ira trouver les habitants des taudis et les installera dans les palais. Et une fois l'installation faite, « le peuple armé parlera à celui qui voudra venir les en déloger » (p. 105). S'il y a dans une maison un appartement que le propriétaire loue à un autre, « le peuple ira trouver cet autre et lui dira : « Vous savez, camarade, que vous ne devez plus rien au vieux? Restez dans votre appartement, etc. » Et si le propriétaire occupe à lui seul vingt chambres, et que dans le quartier il y ait une mère avec cinq enfants logés dans une seule chambre, eh bien ! « le peuple ira voir si sur les vingt chambres il n'y en a pas qui, après quelques réparations, pourraient faire un bon petit logement à la mère et aux enfants » (p. 109). Le peuple ici joue le rôle du chorus dans les tragédies grecques. Kropotkine ne nous dit pas comment le peuple sera organisé ou s'il restera une multitude, une masse informe. Ce qu'il y a à ce sujet de plus précis dans son ouvrage, c'est un passage à la page 106, où il parle du « peuple réuni par rues, par quartiers, par arrondissements » qui se chargerait du service des logements (ou plutôt l'emménagement), et un autre à la page 116, où il parle des groupes qui « pourraient surgir » et se charger de pourvoir au vêtement.

Il faut d'ailleurs lui rendre justice. Il s'est occupé principalement des grandes journées de la révolution et dans ces journées certainement bien des choses se feront au hasard et par le peuple en masse. Cependant, même alors, il faudra procéder autant que possible avec méthode, sous peine de famine immédiate et de réaction. Concevoir l'expropriation révolutionnaire de la façon sommaire de la prise au tas, des magasins ouverts à tous et du peuple se rendant en masse, d'habitation en habitation, voir si le nombre des habitants correspond à la capacité des édifices, me paraît fort dangereux. Kropotkine lui-même recommande de « ne rien gaspiller » en fait de denrées (p. 72), et il faudrait aussi recommander d'organiser de suite la production et de se mettre au travail, au lieu de dire : « Commençons par satisfaire la soif de vie, de gaieté, de liberté... et quand tous auront goûté de ce bonheur, nous nous mettrons à l'œuvre » (p. 234).

Puis, c'est autre chose de plier à une nécessité de transition, autre chose d'ériger en principe les procédés sommaires et assez autoritaires de la révolution... Kropotkine semble ne comprendre la société future que comme la perpétuation des procédés révolutionnaires. « Tout à tous » et tous à tout. Aucune mesure d'échange, décentralisation économique au point que

chaque région ou chaque commune suffise par son travail à soi-même, enfin, aucun rapport entre le travail et la consommation de l'individu, solidarité parfaite.

L'intention est bonne. Cependant, il y aurait à craindre que, dans ce « laissez-faire » universel, sous les apparences de solidarité la plus complète, se produisent les inégalités et les injustices les plus criantes. Il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas une ligne de démarcation entre le travail et la paresse, ni entre la consommation nécessaire et le luxe ou le caprice. Il est étonnant de songer à quel point notre travail et notre consommation sont une affaire d'habitude, et comment on contracte facilement des habitudes d'oisiveté et de gaspillage. Conséquemment, les hommes ou les groupes qui aimeraient une vie régulière, le pain assuré pour le lendemain, verraient leur prévoyance frustrée par ceux qui prennent la vie aisément et vivent au jour le jour, passant volontiers de l'abondance à la privation. Les gens d'initiative seraient gênés par les retardataires. Les travailleurs seraient exploités par les fainéants. De sourdes méfiances corroderaient la société et des discordes ouvertes ne tarderaient pas à éclater.

Kropotkine lui-même aperçoit la nécessité d'une limitation à l'arbitraire individuel et, aux pages 203-204, il émet une idée qui rappelle (de loin, il est vrai) les compagnies d'exploitation préconisées par M. de Molinari : l'association qui stipulerait avec chacun de ses membres le contrat suivant : « Nous sommes prêts à vous garantir la jouissance de *nos* maisons, magasins, rues, moyens de transport, écoles, musées, etc., à condition que de vingt à quarante-cinq ou cinquante ans, vous consacriez quatre ou cinq heures par jour à l'un des travaux reconnus nécessaires pour vivre. » De vingt à quarante-cinq ou cinquante ans ! Mais ce serait l'esclavage ! D'ailleurs, ne faudrait-il pas tenir compte de la différente intensité des travaux ? Ne faudrait-il pas, ayant fixé une limite (minimum) au travail, en fixer également une (maximum) à la consommation ? Enfin, sur quelle base serait organisé le travail de l'association et quels seraient les rapports entre les associations ?

Il y a des anarchistes qui réellement croient que lorsque la révolution sociale aura été faite, chaque individu se rendra de par l'impulsion de sa nature (c'est-à-dire pour satisfaire un besoin physiologique) au travail le plus conforme à ses aptitudes ; et pourtant il arrivera que le travail qu'il aura choisi sera justement celui dont la société aura momentanément le plus besoin. Egalement l'individu consommera ce dont il lui prendra envie, et pourtant il ne gaspillera pas les ressources de la société, il n'entamera pas le fonds de reproduction ni s'appropriera, pour une consommation secondaire, ce qui devrait servir aux premières nécessités de ses sem-

blables. L'accord entre les individus s'établirait « par le libre jeu des intérêts et des volontés individuelles ». L'individu qui voudrait se mettre à un travail trouverait les outils et la matière première dont il aurait besoin et pas mal de camarades pour l'aider. Les constructeurs de machines auraient la subsistance assurée pendant leur travail. Les ouvriers des fabriques recevraient continuellement la quantité de matière première nécessaire à la continuité de la production, et ainsi de suite.

Il faut une forte dose d'optimisme — et surtout de fatalisme — pour accepter cette manière de voir. Même en supposant l'individu animé des meilleurs sentiments, comment pourrait-il se choisir un travail? Dire qu'il choisira le travail le plus conforme à ses aptitudes, ce n'est pas répondre à la question : car on peut avoir de l'aptitude plutôt à un genre d'activité qu'à un autre; mais personne ne naît avec la bosse pour être soit cocher de fiacre, soit maçon, etc. Le choix final doit être déterminé par l'intérêt social. Mais qu'en saurait l'individu? comment pourrait-il connaître dans quelle branche de la production son activité serait le plus utile!

De même pour la consommation; comment ferait l'individu pour savoir ce qu'il pourrait consommer et ce qu'il ne pourrait pas? On a faim, c'est bien; mais on peut se rassasier de différentes manières : on peut consommer ce qu'il faut réserver comme semence pour la production future; on peut détruire des forêts pour avoir du bois, ou des pêcheries pour manger du poisson; on peut convertir en bière le blé dont il faudrait faire du pain. L'individu ne peut embrasser de son regard toute la société.

La conséquence du système serait évidemment que les bons travailleraient plus et consommeraient moins qu'ils ne devraient; les méchants triompheraient et tout le monde serait gêné dans ses actions.

« Des groupes surgiront. » Mais si des groupes surgissaient qui voulaient se mêler du drainage de la ville d'une façon que les autres habitants estimeraient dangereuse à leur santé, ceux-ci iront-ils se soumettre à la dictature des groupes, qui peuvent être composés d'hommes fort compétents, mais qui pourraient aussi être composés de beaux esprits voulant se moquer de leur prochain, ou de fanatiques se croyant une vocation qu'ils n'ont pas? Et puis, il y a au fond le préjugé que les groupes « surgiront » par un hasard, par une inspiration providentielle, et qu'ils brilleront un temps court, et puis s'éclipseront. Il faut concevoir l'organisation économique comme quelque chose de bien permanent.

« Celui qui voudra un piano à queue, dit Kropotkine, entrera dans l'association des fabricants d'instruments de musique » (p. 150). Les savants et littérateurs s'associeront entre eux pour imprimer leur prose ou

leurs vers (p. 137), ou s'adresseront « à leurs admirateurs et admiratrices » pour en obtenir la collaboration (*ibid.*), ou chercheront « des collaborateurs parmi ceux qui connaîtront le métier et auront saisi la portée de l'œuvre nouvelle » (p. 141). « Ah ! si chaque écrivain avait à prendre sa part dans l'impression de ses bouquins ! Quel progrès l'imprimerie aurait-elle déjà fait ! » (p. 138).

Or, si avant d'entreprendre un travail, l'individu devait catéchiser ses futurs collaborateurs et les rallier à ses vues, il est à craindre que les temps ne soient pas propices aux idées nouvelles. Si, d'un autre côté, l'individu devait se mettre lui-même au travail, il faudrait qu'il apprenne de nouveaux métiers, gaspillant un temps qu'il pourrait mieux employer. En outre, pour fabriquer un piano, il faut de la matière : pour combien d'associations donc devrait travailler celui qui désirerait un nouveau piano ? Et encore resterait la difficulté : si tous en veulent ? si tous désirent le piano de nouvelle invention ? et le bicycle ? et le télescope ? Quel est le criterium de préférence ? Faut-il que ceux qui ont envie d'en avoir s'en privent tant qu'il n'y en aura pas pour tous (rationnement) ; ou faut-il faire passer un examen de musique avant de donner un piano, d'astronomie avant d'accorder le télescope, etc., etc. (ce qui serait distribution selon le besoin) ? On dira que tout le monde ne voudra pas justement le piano de dernière invention, et le télescope et le bicycle par-dessus le marché. Pourquoi pas, si nous supposons que les hommes auront beaucoup de loisirs à consacrer aux arts et aux sciences ? Est-ce qu'un piano plus harmonique ou à un plus grand nombre d'octaves ne sera pas préféré par tout le monde ?

Enfin, si l'on suppose l'organisation sociale abandonnée à l'initiative individuelle, n'y aura-t-il pas des individus ou des groupes qui voudront se prévaloir de la situation plus ou moins favorable de leur terre, ou mine, ou chemin de fer, ou fabrique, etc., ou d'un événement fortuit, par exemple, une bonne ou mauvaise récolte, ou d'une nouvelle invention, l'ouverture d'une voie, etc., même de leur capacité ou habileté ou de leur parcimonie, pour se tailler la part plus belle dans les échanges, accumuler des richesses et devenir conséquemment une menace permanente pour la liberté et le bien-être des autres ?

La science, a-t-on dit (et je regrette d'avoir exposé moi-même cette erreur dans *la Révolte*), donnera la solution de toutes ces difficultés. Elle suggérera à l'individu le travail qu'il aura à faire ; elle lui prescrira les aliments, mesurera sa quantité d'air et de lumière et tous ses besoins. Des statistiques universelles, a-t-on ajouté, seront distribuées à tous les individus, et chacun y discernera d'un coup d'œil sa place dans l'économie générale. En d'autres termes, chaque individu devrait porter dans sa tête

le plan entier de l'économie sociale et, chose merveilleuse, le plan de chaque individu devrait coïncider exactement avec ceux de centaines de millions de ses semblables.

Ceci et d'autres choses non moins étonnantes ont été dites et répétées avec une insistance et une bonne foi dignes d'une cause meilleure. Sans doute, au-dessous de ces apparents paradoxes gît une vérité de la plus haute portée, qu'il fallait et qu'il faut toujours populariser : C'est que la société humaine n'est pas guidée par les faibles fils qu'on appelle lois, ni par les intrigues, les caprices, les mesquins intérêts et les conspirations de quelques hommes rusés et rapaces. Il y a des forces immenses qui, aujourd'hui, sont ignorées ou supprimées, en dehors de la police et des tribunaux, des bourses et des syndicats. Il y a le ressort puissant des intérêts communs, les avantages manifestes de la coopération et, enfin, le sentiment de solidarité qui devient, par éducation et par la pratique continuelle, partie intégrante de la nature humaine.

Mais, cela admis, nous devons reconnaître que la société est bien plus compliquée qu'on ne le croit et que la solidarité doit être incarnée dans les institutions sociales. Elle ne doit pas planer en l'air ; mais il faut qu'elle se réalise par des accords réels, pour maintenir la coopération et la réciprocité des services et l'égalité des conditions dans la société. Le communisme, il faut le faire : il ne pousse pas par génération spontanée.

Nous devons abandonner l'idée du « parfait individu », qui constitue le fond de la manière de voir de beaucoup d'anarchistes.

Nous devons nous refuser à croire que la science peut fournir une solution toute faite et unique du problème de l'organisation du travail et de la distribution des produits. La science pourra un jour nous fournir les données pour une solution ou plutôt pour une variété de solutions (le nombre de combinaisons sociales possibles étant infini), mais la solution pratique doit être trouvée dans chaque cas par les intéressés.

Nous devons abandonner l'illusion de l'abondance absolue, renoncer à la supposition du travail minimum — des quelques minutes par jour — et du travail agréable. Il y aura probablement pour longtemps du travail désagréable : en tous cas, il y aura des travaux plus agréables et des travaux moins agréables.

Nous devons renoncer aussi à la supposition que les hommes se mettront tous à travailler avec une égale ardeur. Il y aura des bourgeois d'instinct, d'éducation et de tradition ; et ceux-ci voudront bien essayer de vivre aux dépens des autres. Seront-ils peu nombreux ? Il faut l'espérer ; cependant, il suffira que quelques-uns donnent l'exemple : beaucoup les imiteront. Et, qu'on le remarque bien, ce qu'il faut craindre des fainéants et des usurpa-

teurs, c'est encore moins la diminution de bien-être que leur consommation causera aux membres actifs de la société que le germe d'injustice qui s'insinuerait dans la société et qui, si on le tolérait, aboutirait à une nouvelle sorte d'exploitation de l'homme par l'homme.

Qu'on observe la plus complète solidarité envers les incapables de travailler, envers ceux qui méritent notre aide et sympathie; mais lorsque la fainéantise est motivée par la supercherie, la tolérer c'est préparer la corruption et la dissolution de la société.

Il ne faut pas non plus remettre la solution de toutes difficultés à l'opinion publique, dont il y a à redouter la tyrannie, et qui, au fond, est toujours l'opinion de quelques-uns; ni imaginer d'autres échappatoires, comme lorsqu'on dit qu'il n'y aura pas de fainéants, parce que les jeunes filles ne voudraient pas d'eux. Dans le dernier raisonnement on confond la sélection sexuelle avec la conduite économique; et on prête à la femme un développement moral supérieur à l'homme. Ne voit-on pas aujourd'hui les femmes s'éprendre de l'uniforme?

Enfin, il ne faut pas rapetisser le problème et à propos de l'organisation du travail et des échanges citer la table d'hôte, le petit cercle de la famille (où il a de l'autorité), la société de chant ou de géographie, etc. Les choses ne se passent pas de même entre les habitants de différents continents comme elles se passent entre des gens qui se connaissent, qui ont eu la même éducation, qui ont les mêmes habitudes etc. Le mécanisme simple qui convient à une société scientifique ne convient pas aux organisations compliquées qu'on appelle marchés, docks, etc. Méfions-nous des comparaisons!

IV

Si je ne me trompe pas, le raisonnement que font quelques anarchistes dans leur for intérieur, doit être le suivant :

« La propriété est mauvaise : abolissons la possession. Le commerce est mauvais : abolissons les échanges. Le salariat est mauvais : abolissons... le travail. Le gouvernement est mauvais : abolissons l'administration. »

Ou bien, s'ils ne vont pas si loin, ils prennent certainement la forme pour le fond, et ils croient réellement que tout ce qu'il y a à faire pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination de l'homme sur l'homme c'est abolir la propriété individuelle et le gouvernement.

Je reviendrai tout à l'heure sur la nécessité d'une administration. Quant à la propriété, il me semble qu'on ne réussira jamais à l'abolir entièrement. L'indivision absolue ne se conçoit pas. Les choses seront toujours possédées par quelqu'un, — individu, association, commune, etc., —

jamais par l'humanité tout entière. Jamais on n'abolira les inégalités de situations, de fertilité, de besoins et de capacités, ni on ne réduira la nature à un état d'uniformité, d'indifférence absolue. Jamais on n'abolira les échanges ni entre les individus ni entre les pays. Il est vrai, comme l'a très bien montré Kropotkine dans la *Nineteenth Century* et dans un chapitre de *la Conquête du pain*, qu'il y a un mouvement décentralisateur en économie, que les pays, qui étaient arriérés dans les industries, ont fait de rapides progrès dernièrement, que les colonies tendent à s'émanciper économiquement de leurs mères patries, enfin que la division du travail par nations, imaginée par les économistes, est une chimère. Mais il faut aussi reconnaître que les rapports entre les hommes se multiplient et deviennent de plus en plus complexes, que toute intégration économique mène à une différenciation ultérieure, que la tendance actuelle de chaque pays à se suffire est en partie l'effet de la lutte économique et que somme toute il y aura plus d'échanges — et des échanges plus indirects — dans l'avenir qu'aujourd'hui.

Or, s'il y aura des échanges et des possessions et des inégalités, la détermination de la valeur est indispensable.

L'économiste autrichien Von Wieser a très bien démontré dans un petit volume (1), — qui mériterait, à mon avis, d'être popularisé parmi les socialistes et les anarchistes, — comment les rentes, les profits, les salaires, les prix servent de régulateurs à la production et à la distribution de la richesse. C'est la rente qui détermine quelle partie du sol doit être cultivée, quelle partie doit être réservée pour l'industrie ou le commerce, quelle culture doit être préférée, etc. C'est par le profit que l'emploi le plus utile relativement aux circonstances est donné à chaque partie du capital, c'est-à-dire de la richesse accumulée par les générations. C'est le taux des salaires qui règle le choix du travail : ce sont les prix qui décident de la consommation individuelle. Ces phénomènes sont indestructibles : ils se produiront dans une société communiste aussi bien qu'aujourd'hui.

Ce que Von Wieser n'observe pas — ou du moins ne fait pas remarquer au lecteur — c'est que la destination que la rente, le profit, le salaire, les prix donnent aujourd'hui au sol, au capital, au travail et aux produits, n'est pas la plus profitable à la société, mais c'est la plus profitable à la classe dominante. Ce serait, en effet, une erreur grossière que de croire que c'est la meilleure terre qui est cultivée aujourd'hui, et la mauvaise qui est laissée en friche, que le capital est consacré aux productions les plus utiles, que la rente de la City de Londres représente un bon emploi, au point de

(1) *Der Natürliche Wert*. Vienne, 1891.

vue du bien-être général, du sol de la ville; que les profits immenses de la spéculation, de l'agiotage, de la réclame, etc., déterminent la bonne distribution du capital dans l'industrie, et ainsi de suite. La rente et le profit sont aujourd'hui des obstacles à la production; les salaires et les prix sont des barrières à la consommation. Tout tend dans l'économie capitaliste à enrayer l'activité humaine, à entretenir la misère matérielle chez la masse, la misère morale chez la minorité privilégiée. Preuves : les crises périodiques, l'état arriéré de l'agriculture européenne, l'armée des sans-travail, etc.

Comment donner aux différentes parcelles du sol, aux différentes parties de la richesse accumulée, au travail, la destination la plus utile, non pas aux possesseurs *pro tempore*, mais à la société tout entière, du moins à tous les travailleurs associés d'une région? Voici le problème qui se dresse devant nous et que nous ne pouvons pas éluder. Les régulateurs économiques actuels — rente, profit, salaire, prix — fonctionnent dans l'intérêt de la classe capitaliste. Il faudra avoir un régulateur social. Les régulateurs actuels approprient les différences de productivité à l'organisateur de la production; ces différences sont indestructibles, mais elles peuvent et doivent être appropriées à la société tout entière.

Si une terre est plus fertile qu'une autre, il faut que ceux qui l'occupent ne puissent pas tirer profit de cette circonstance pour s'enrichir; mais que la différence — la rente — soit le bénéfice de la société. Si des associations exploitant une mine, ou un chemin ou des bateaux trouvent que la demande du public dépasse leur offre, et que la consommation doit être limitée aux besoins les plus pressants, en élevant le prix de leurs services (1), il est nécessaire que le bénéfice passe également à toute la société ou fédération d'un certain nombre d'associations.

Si un genre de travail est plus demandé qu'un autre, il est nécessaire d'offrir une prime; mais en même temps il faudra prendre des mesures afin que cette prime ne donne lieu à une accumulation de richesses dangereuse au bien-être et à l'égalité sociales. La population d'une ville augmente : il y a évidemment nécessité de réduire l'espace que chaque habitant occupe en demandant plus de travail à ceux qui habitent des logements plus spacieux.

Naturellement, une société bien organisée ne se bornera pas à ces mesures, pour ainsi dire, de repréailles, à ces correctifs; mais elle élargira la production au fur et à mesure qu'augmentent les besoins. Les correctifs en question sont nécessaires : 1^o comme indices des variations et de la

(1) Par exemple, la fabrication de l'acier Bessemer demande une qualité particulière de fer : il faut donc limiter la consommation de cette matière première. Un navire, mieux construit que tous les autres, fait la traversée de Liverpool à New-York : tous le préféreraient. Ne faut-il pas une limitation ?

progression des besoins; 2° comme moyen d'effectuer les changements; 3° pour les choses dont la production est naturellement limitée; 4° pour les variations éphémères ou différences particulières, qui ne se généralisent pas.

Bref, pour organiser la production sur une base égalitaire : 1° il faut une mesure d'équivalence entre différentes espèces de travaux, ou de moyens de production, ou de produits (par exemple, une heure de travail dans le fond de la mine peut être équivalée à deux heures de travail à la surface; un hectare de terre cultivée à plusieurs hectares de pâturage, un bicycle à un piano, etc.); 2° il faut que cette mesure soit faite au point de vue de l'intérêt général; 3° par conséquent, qu'elle soit établie par le libre accord des groupes intéressés, et, en cas de conflit, par voie d'arbitrage. Au surplus, l'existence d'une telle mesure n'empêchera pas l'aide mutuelle, la solidarité entre les membres des associations ou les associations d'une communauté. Mais elle servira pour l'organisation générale du travail, pour la distribution des moyens de travail, pour les échanges et pour les variations et corrections dans tous ces rapports.

V

S'il y a une tendance bien marquée dans l'économie actuelle, c'est bien à l'organisation de la production en strict rapport avec la consommation, sous le contrôle des intéressés (producteurs et consommateurs).

Abolir les monopoles, faire du travail personnel une condition de la possession des moyens de production (instruments et matière première), proscrire par ce fait le salariat, maintenir la justice et la réciprocité dans les échanges, maintenir la continuité dans la production, préserver les intérêts des générations futures, empêcher que les inégalités individuelles deviennent héréditaires et permanentes, tels doivent être les buts principaux de la nouvelle organisation sociale.

Il faut assurer à l'individu, en outre des libertés dont il jouit aujourd'hui, une liberté relative de travail et de consommation, d'initiative et d'association; laisser aux associations le soin de régler la distribution du travail et des produits entre leurs membres, par de libres pactes; organiser la production sous le double contrôle des groupes se chargeant de l'exécution du travail (producteurs) et des groupes intéressés (consommateurs) (1). Je ne peux concevoir la société future autrement que comme un

(1) Par exemple, le service des chemins de fer ne pourra pas être organisé exclusivement par les employés, ni par les voyageurs ou le public. Il doit être organisé par des hommes compétents sous le contrôle des deux parties intéressées.

double système de groupements coopératifs — de production et de consommation. L'individu donnerait sa force de travail à la société par l'intermédiaire du groupement de production auquel il appartiendrait et obtiendrait, par le groupement de consommation dont il ferait partie (association de quartier, commune, etc.), les objets dont il aurait besoin.

On ne peut se passer des formes d'administration, préparation de projets, discussions, votations, choix d'hommes compétents, etc.; mais on peut et on doit en écarter les inconvénients. On doit reconnaître des droits aux minorités, entre autres celui de séceder de la majorité en certains cas; mais on ne peut prétendre que les hommes auront tous la même opinion sur n'importe quelle question. On doit exiger que les délégués n'aient aucun pouvoir, qu'ils ne reçoivent pas un traitement de faveur, pas de privilèges; mais on ne peut prétendre que le peuple en masse s'occupera de toutes les affaires. Les pactes doivent être révocables; mais tant qu'ils ne seront pas révoqués, il faudra les respecter et les observer. On a raison de se récrier contre le système parlementaire et la centralisation gouvernementale, car c'est le despotisme sous le masque de la liberté, et les « serviteurs du peuple » sont ses maîtres. Mais il faut se garder de tomber dans le despotisme anonyme de l'individu ou des foules; de substituer les Pinkertons à la police, la loi de Lynch ou la violence privée aux tribunaux. C'est l'essence de l'autorité, non ses formes qu'il faut abolir (1).

Quelques anarchistes, ayant observé que les gouvernements exercent leur domination sur les masses au moyen des assemblées dites représentatives (qui d'ailleurs ne le sont pas), des votations, des élections, etc., font consister l'anarchie dans l'absence de ces formes, comme celui qui, entendant dire des mensonges, demanderait l'abolition du langage.

On confond ainsi organisation et autorité, la forme et le fond. Observez ce qui arrive chez eux. Il suffit qu'il n'y ait pas de président à leurs meetings : n'importe qu'un énergumène ou un blagueur fasse bon marché du temps et de la liberté de l'assemblée. On s'est récrié contre l'organisation et on a porté aux nues l'initiative individuelle, dont la sphère d'action ne peut être que très restreinte. Les journaux anarchistes sont la propriété et l'affaire de ceux qui les publient; il est plus difficile d'y faire entendre « l'autre cloche » que dans les journaux bourgeois. Sous l'influence de

(1) On a dit que le crime disparaîtra avec les institutions sociales actuelles. Il est à espérer, en effet, que la plupart des crimes haineux, qui sont l'effet de l'ignorance, de la misère et de la lutte des classes, disparaîtront. En revanche, bien des actions antisociales, qui, aujourd'hui, sont tolérées ou même justifiées (par exemple, l'exploitation capitaliste, la fraude commerciale, etc.), seront regardées avec une juste aversion; et la société devra s'en défendre.

l'individualisme on a préconisé l'égoïsme comme mobile unique de la conduite humaine, et on a fait de l'altruisme un égoïsme déguisé. Quelques anarchistes conséquents, épousant les deux théories de l'expropriation et de l'égoïsme, ont préconisé et pratiqué ce qu'ils appellent par euphémisme « l'expropriation individuelle », et nos rangs ont été envahis par des gens dont les principes, et surtout les sentiments, sont diamétralement opposés à la solidarité anarchiste. Enfin, nous nous sommes séparés des masses ; et il y a pas mal d'anarchistes qui se font scrupule de lutter côte à côte avec les ouvriers « inconscients », sont contraires aux grèves, au 1^{er} Mai, aux Congrès, etc., et attendent la révolution anarchiste du ciel comme les juifs attendent le Messie.

Il est temps de revenir de ces aberrations. Nous devons cesser d'être une secte d'utopistes ou une académie de doctrinaires et redevenir un parti militant.

LA
SOCIÉTÉ NOUVELLE

Revue internationale

SOCIOLOGIE — ARTS — SCIENCES ET LETTRES

Paraît mensuellement en un volume de 125 à 150 pages.

Ne publie rien que d'inédit.

PRIX DE L'ABONNEMENT

| | |
|-------------------------------------|------------|
| France et Belgique. Un an | 12 francs. |
| Etranger | 15 francs |

BUREAUX

PARIS : 15, rue de l'Echaudé-Saint-Germain.

BRUXELLES : 32, rue de l'Industrie.



V^{ve} MONNOM, 32, rue de l'Industrie.